

RN 124, Philippe Martin : "C'est l'Etat qui rythme les choses"

Le président du Conseil Départemental s'interroge aussi sur les effets d'annonces parce qu'il n'y a rien de nouveau



RN 124, Philippe Martin : "C'est l'Etat qui rythme les choses"

Photo : Philippe Martin réagit aux annonces concernant la RN 124.

C'est avec une certaine philosophie que le président du Conseil Départemental, Philippe Martin, aborde le dossier de la RN 124. Il reconnaît l'engagement du député Jean-René Cazeneuve mais il reste « dubitatif quant aux annonces faites tant du point de vue des financements que du calendrier ». Il s'en est expliqué lors d'une conférence de presse, ce mardi 9 avril, en matinée.

« Que Jean-René Cazeneuve mette ses efforts en avant, cela ne me choque pas, je sais que c'est difficile, que c'est urgent, mais il faut savoir que c'est l'État qui rythme les choses. Les 18 millions affichés par le Chef du Gouvernement ne constituent en rien des crédits nouveaux ou supplémentaires. Ils figurent, depuis 2009, dans un document PDMI (Programme de Modernisation des Itinéraires) signé entre l'État, la Région et le Département et qui prévoyait une enveloppe globale de 215 millions d'euros pour achever la mise à deux fois deux voies de la RN124, entre Auch et Toulouse ».

Philippe Martin en profite pour rappeler « qu'il y a rien de nouveau, si ce n'est peut être le déblocage des crédits sachant que, depuis 2017, il n'y a pas eu un euro de déblocué et que 2018 a été une année blanche en terme de crédits d'État sur ce chantier ». Ce qui permet au président du Conseil Départemental de souligner « si l'annonce du Premier ministre est celle d'un déblocage effectif de ces crédits attendus depuis bientôt deux ans, alors c'est déjà une bonne chose et les collectivités locales (Région, Département, Agglomération du Grand Auch) qui financent à hauteur de 55 % ces travaux, seront au rendez-vous ». Philippe Martin relève aussi que « les 18 millions d'euros dont parle le Premier ministre, sont en fait 8 millions d'euros de l'État et 10 millions d'euros des collectivités locales ». Enfin, le président du Conseil Départemental en revient à la question fondamentale qui est de connaître la date d'achèvement de la modernisation de la RN124 «là, aucune indication ne nous est donnée qui nous permet de savoir si celle-ci interviendra avant 2030 ».

En conclusion, Philippe Martin se pose la question sur la mobilité et le désenclavement du Gers en évoquant cette réflexion « qu'à courir après la route, le Gers prend le risque de passer à côté du rail ». Et d'affirmer que « les efforts financiers considérables de la Région Occitanie pour renouveler le matériel roulant n'auront que peu d'effet pour les Gersois tant que l'État, la SNCF, ne moderniseront pas les voies existantes afin de mettre Auch à 50 minutes de Toulouse ou s'ils n'ouvrent pas des perspectives nouvelles pour une liaison ferrée vers Agen ».



Le chantier s'éternise depuis janvier 2015.